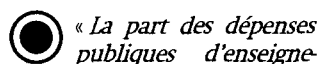


**À L'ENCONTRE DES IDÉES REÇUES**

## L'enseignement a assez de sous et de profs



« La part des dépenses publiques d'enseignement dans le PIB en Communauté française est supérieure à celle de tous les pays industrialisés, à l'exception du Danemark, de l'Islande et de la Norvège », indique Robert Deschamps, à nos confrères du Soir dans l'édition de ce jour. Avec 6,7 % chez nous, elle est supérieure aux 6,2 % consacrés en Flandre. Professeur à l'Université de Namur, il a passé au crible notre enseignement. Premier constat, il est très loin d'être sous-financé, en tout cas pour ce qui est du fondamental et du secondaire. En vingt ans, les dépenses publiques pour les élèves de l'enseignement obligatoire ont augmenté de 14,3 %. Par contre, elles ont baissé de 21,7 % dans le supérieur.

Poursuivant sa mise à plat qui risque de faire grincer des dents, Robert Deschamps constate que l'encadrement n'est pas non plus à la traîne. Si un pays européen moyen paie cent enseignants pour s'occuper des enfants du primaire, la Communauté française en rémunère 116 pour la même

tâche.

### LE SECONDAIRE BIEN POURVU

Toujours selon cette interview, la différence est encore plus flagrante dans le secondaire : l'encadrement y est supérieur de 27 % par rapport à la moyenne européenne et de 40 % en comparaison avec les pays voisins. Alors où est le problème ?

Près d'un instituteur, d'un prof ou d'un directeur sur huit (12 % des 98.000 fonctionnaires concernés) est en disponibilité. Pour une moitié, ils le sont à la suite d'un accident, d'une maladie ou d'une maternité. Pour l'autre moitié, ils sont à la prépension. Pour Robert Deschamps, c'est simple : l'école francophone est mal organisée. Il faut la réorganiser en accordant une plus grande autonomie aux écoles. Par ailleurs, la prépension des enseignants doit être revue, tout comme le cloisonnement des réseaux. À l'heure actuelle, les dépenses en personnel sont trop élevées par rapport aux dépenses de fonctionnement et d'investissement. ■